



Université numérique
CHEIKH HAMIDOU KANE

PIGE PRESSE

Du 29 mars au 4 avril 2025

Présentée par : Diacounda SENE

Foo nekk foofu la



Sommaire

I. Actualité nationale

II. Actualité internationale

III. Actualité syndicale

IV. Agenda

V. Opportunités





Université numérique
CHEIKH HAMIDOU KANE

ACTUALITE NATIONALE



LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET LA FONDATION SONATEL RENFORCENT L'ÉDUCATION NUMÉRIQUE AVEC LA PHASE 6 DU PROGRAMME ÉCOLES NUMÉRIQUES

Dans la continuité de leur engagement en faveur de l'innovation pédagogique, le Ministère de l'Éducation nationale et la Fondation Sonatel ont lancé avec fierté la phase 6 du programme Écoles Numériques. La cérémonie de lancement s'est déroulée à l'école Sam Sam 3 de Thiaroye, en présence des autorités éducatives, des partenaires et de la communauté scolaire.



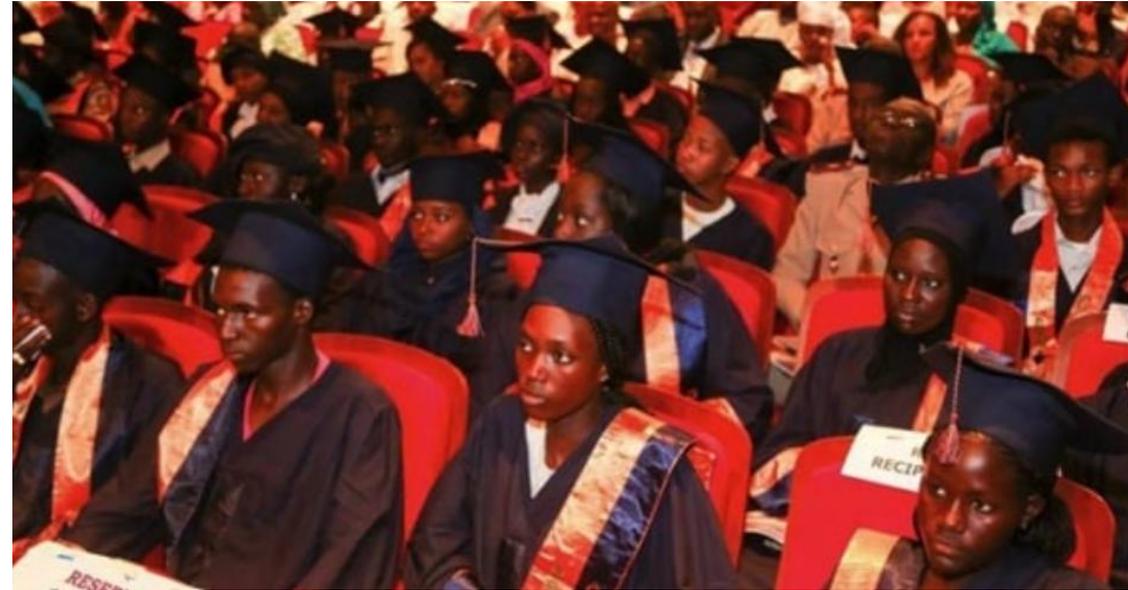
Ce projet ambitieux traduit la volonté conjointe du ministère et de la Fondation Sonatel de démocratiser l'accès aux outils numériques dans le système éducatif sénégalais. À travers cette nouvelle phase, 15 écoles publiques sélectionnées bénéficieront d'un équipement numérique de pointe, conçu pour transformer les pratiques d'enseignement et d'apprentissage.

[Lire la suite](#)

Education.sn
30 mars 2025

Concours général : L'école publique face à l'inégalité des chances et la déperdition scolaire

“Le Concours général, qui récompense chaque année les meilleurs élèves du Sénégal, met en lumière une autre problématique : la disparité entre les écoles publiques et les écoles d'excellence. La plupart des lauréats proviennent d'établissements privilégiés comme Mariama Bâ ou le Prytanée militaire, tandis que les écoles publiques peinent à offrir un enseignement de qualité”.



L'avis est d'Abdourahmane Guèye, le secrétaire général de l'Union démocratique des enseignants du Sénégal (UDEN), dans le "Jury du dimanche", une émission d'iRadio. Son constat est sans appel : “L'école souffre d'un manque d'adéquation entre les politiques éducatives et les réalités du terrain, et il est crucial de garantir à tous les enfants un accès à une éducation de qualité, quel que soit leur milieu d'origine.”

[Lire la suite](#)

Seneweb
30 mars 2025

ASSAINISSEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ | ABDOURAHMANE DIOUF ANNONCE DES RÉFORMES MAJEURES

Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Dr Abdourahmane Diouf, était l'invité de l'émission Point de Vue sur la RTS. Il a abordé la question de l'assainissement des universités privées, un chantier crucial alors qu'une centaine d'établissements ne remplissent pas les normes requises.

Dressant un état des lieux alarmant, le ministre a révélé que sur les 298 universités privées existant au Sénégal, au moins une centaine ne remplissent pas les conditions d'agrément, d'habilitation et d'accréditation. Pourtant, des étudiants pris en charge par l'État y ont été affectés par le passé.



RTS
30 mars 2025

[Lire la suite](#)

REVENDEICATIONS SYNDICALES

Les mises en garde du G7



Dans le cadre du dialogue social, les syndicats d'enseignants les plus représentatifs regroupés autour du G7 ont boycotté la rencontre avec le ministre du Travail, de l'Emploi et des Relations avec les institutions prévue hier, vendredi 28 mars. En lieu et place, ils ont organisé une conférence de presse. « L'Etat du Sénégal a organisé deux

élections pour la représentativité des centrales et pour la représentativité dans secteur de la formation et de l'éducation. Mais, ce que nous constatons, c'est quand il y a des négociations importantes, on écarte le G7 pour nous substituer à ces centrales », regrette le secrétaire général du Cusems authentique, Yahya Fall, porte-parole du G7. Le G7 déplore

également l'immobilisme dans le respect des accords signés. « De fortes attentes de la communauté éducative sont aujourd'hui noyées par le retard dans la mise en œuvre des réformes structurelles. Ce regrettable immobilisme plombe d'importantes réformes au profit d'une transformation qualitative de notre système éducatif. En outre, les lenteurs administratives, dans la matérialisation sont à déplorer. À ce niveau, faudrait-il rappeler, seul l'accord portant sur la revalorisation de la rémunération des personnels de l'éducation et de la formation a connu un début de solution qui laisse encore

intacte l'iniquité salariale en dépit de l'Etat à corriger le système de rémunération des agents de l'Etat », a-t-il déclaré. Non sans ajouter : « les autres points relatifs à la carrière, à la formation aux prêts du logement communément appelés DMC, aux passerelles professionnelles, à la mise en œuvre du corps des administrateurs et à la régularité du concours des enseignants de l'enseigne-

ment moyen et secondaire demeurent en souffrance ». Le G7 dénonce une tentative d'exclusion des syndicats lors de la Grande Rencontre Tripartite du 27 février 2025, ainsi que l'absence des ministères concernés lors des rencontres sectorielles. Selon le G7, le pacte qui devra être signé, ne les engagera pas. « Le pacte social ne saurait engager les syndicats de l'éducation nationale et de la formation. Le pacte qui devrait être signé, l'on ne sait pas quand, s'il en est le cas, il ne pourra engager que ceux qui ont pris part aux négociations. Le principe, c'était

d'arriver à des négociations pour enfin signer un pacte mais quand en lieu et place des négociations, on nous parle de recueil des préoccupations ou d'attentes, nous considérons que la démarche est faussée », a fait savoir le secrétaire général du Syndicat des enseignants libres du Sénégal (Sels), Amidou Diehio. Et de poursuivre, « Deuxième chose, quand on fait dans le deux poids, deux mesures en ne respectant pas le parallélisme des formes, convoquer les centrales représentatives et mettre de côté les syndicats représentatifs, nous ne sommes pas preneurs et de ce point de vue, c'est clair que le pacte qui devra être signé, n'engagera pas les syndicats de l'éducation et de la formation ».

Mariame DJIGO

■ BONNE GOUVERNANCE

L'Université Alioune Diop de Bambey annonce la mise en place de trois comités

L'Université Alioune Diop de Bambey (Uadb) veut mettre en place trois comités (Audit, ressources humaines et éthique et déontologie) pour une gouvernance optimale axée sur des standards de bonne gouvernance, de rigueur et de qualité, renseigne une note publiée par l'institution au terme de la réunion de son Conseil d'administration, le jeudi 27 mars 2025.

Ces comités en gestation, a-t-on indiqué, s'inscrivent dans une approche d'implémentation d'une culture de performance et de reddition des comptes très bien perçue par les membres du Conseil d'administration. Ils viennent s'ajouter au texte portant sur l'organisation des différentes directions et des services de l'université, a-t-on indiqué. « Il s'agit d'accompagner en perspective, la

montée en puissance organisationnelle de notre université qui s'articule aussi à la nouvelle feuille de route déclinée par le Chef de l'État et son gouvernement et à la loi d'orientation n°2022-08 du 19 avril 2022, relative au secteur parapublic bénéficiaire du concours

financier de la puissance publique », justifie l'Uadb. Le Conseil d'administration de l'Uadb a également profité de la rencontre pour examiner et adopter les comptes administratifs 2022, 2023 et 2024, des différents services que sont : le rectorat, les trois Uni-

tés de formation et de recherches (Ufi), l'institut supérieur de formation agricole et rural (Isfar). Ceux-ci, selon le document, ont été soumis au Conseil pour analyse et observations avant d'être certifiés à l'issue des discussions.

Soydou Prosper SADIO

■ VISITE D'UNE ÉQUIPE DE L'UEMOA À L'UCAD

Une formation sur les véhicules électriques au menu des échanges

Le nouveau recteur de l'Ucad, Pr Alioune Badara Kandji, a reçu, le 27 mars dernier, une délégation de l'Uemoa. Celle-ci était venue faire le point sur le projet de formation sur les véhicules électriques exécuté par l'École supérieure polytechnique (Esp).

Une équipe de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) était en visite à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad), le 27 mars 2025, informe un communiqué de presse. La délégation conduite par la directrice de cabinet chargée du développement humain, Aissatou Miningou, a été reçue par le recteur de l'Ucad, le Pr Alioune Badara Kandji, entouré de ses collaborateurs. L'initiative, précise le document, entre dans le programme portant sur les véhicules électriques financé par l'Uemoa et exécuté par l'Ucad à travers l'École supérieure polytechnique (Esp).

« Il s'agit, à travers cette initiative, de former un personnel qualifié sur différents domaines tels que le moteur électrique, les stations de recharge ou le système informatique à bord. La finalité étant d'aider le Sénégal et la sous-région à disposer de tout l'écosystème des véhicules électriques », lit-on dans le document.

Le cément technique du projet, analyser la mise en œuvre des formations et des programmes pédagogiques, vérifier l'implication des étudiants et chercheurs dans le projet, visiter les infrastructures mises en place », renseigne dans le document, le Pr Ousseynou Thiam, directeur de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la formation professionnelle de l'Uemoa.

Également cité dans la source, le recteur de l'Ucad, le Pr Alioune Badara Kandji, estime que ce programme traduit la volonté de son institution à contribuer à la transformation du secteur des transports en intégrant des technologies de pointe et en favorisant l'émergence de nouvelles compétences et de nouveaux métiers. La directrice de cabinet de l'Uemoa, Aissatou Miningou apprécie la forte mobilisation des équipes du rectorat autour de ce programme. Ce qui, selon elle, témoigne de l'importance que l'Université accorde à ce projet.

Aliou KANDE

Le Soleil, 31 mars 2025

66 L'enseignement des valeurs est reconnu et est pris en charge par le curriculum de l'éducation de base. ALIOU SALL, PROJET GMP

ÉDUCATION ET FORMATION

ENSEIGNEMENT DES VALEURS POSITIVES À L'ÉCOLE

Quand les mamies font la classe à Vélingara

Le Grand-mother project (Gmp-changement par la culture) est un programme unique dans le département de Vélingara. Déroulé depuis 2008, il offre aux grands-mères des villages environnants l'occasion de dispenser des cours axés sur les valeurs culturelles en milieu scolaire.

Par Arame NDIAYE (de retour de Vélingara)

Mariama Mballo est originaire de Saré-Yeroyel. Un village situé à 3 kilomètres de Vélingara. Agée de 58 ans, la dame est venue donner des cours à l'école privée Saint-Joseph. Elle est accueillie avec tous les honneurs par le maître et les apprenants.

D'emblée, les élèves chantent les louanges de la grand-mère. Après cet intermède musical, les enfants partent s'asseoir. Ici, les tables bancs ont vite cédé la place à la traditionnelle natte comme en famille. Chaque lundi, de 8 heures à 9 heures, les mamies prennent le pouvoir dans les écoles. Pendant une heure, Mariama Mballo explique, à travers des contes, l'importance des valeurs. Ce jour-là, la solidarité a été à l'honneur avec des jeux d'éveil. Après ce cours, la quinquagénaire reprend le chemin de son village avec le sentiment du devoir accompli.

Ces cours s'inscrivent dans le cadre du programme dénommé Grand-mother project (Gmp-changement par la culture). Il vise à intégrer des valeurs positives à l'école à travers le dialogue intergénérationnel. Les grands-mères viennent dans des écoles pour enseigner les valeurs culturelles. « Les grands-mères ont des connaissances, mais nous avons compris qu'il fallait les valoriser pour faire évoluer ce potentiel. Il était important qu'elles puissent savoir qu'elles ont de la valeur et que leurs savoirs sont utiles. Elles ont eu à bénéficier de formations pour les préparer avant qu'elles débussent les cours », a expliqué Aliou Sall, le chargé de l'intégration des valeurs culturelles et positives à l'école.

Plus de 200 grands-mères impliquées

« Ce programme est très important. Il nous permet de transmettre notre savoir-faire aux plus jeunes et d'être utiles », a témoigné Mariama Mballo, la cinquantaine évoluée. L'utilité du programme est également saluée par Siranding Baldé. L'élève de 14 ans affirme que Gmp lui a permis d'être plus attentive face au monde qu'il l'est avant en tant que jeune. « Depuis que j'ai commencé à côtoyer les grands-mères, cela m'a beaucoup aidée à être plus attentive face au monde qui m'entoure et à murir en tant que femme », a relevé la collégienne.

Le programme est présent dans quatre communes à Vélingara. Unique en son genre, il est déroulé depuis 2008 dans le département sous l'initiative de Judi Aubel, sa directrice. « Une soixantaine d'écoles en sont bénéficiaires et

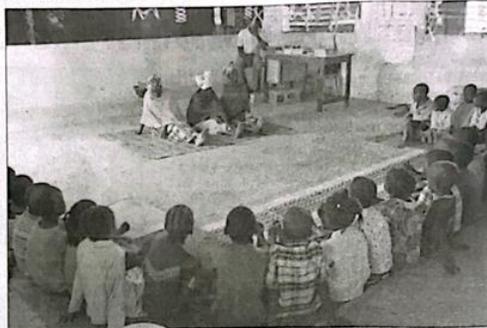
plus de 200 grands-mères sont impliquées », a souligné Aliou Sall. Les enseignants sont également au premier plan dans la mise en œuvre. « Nous faisons comprendre aux enseignants que l'enseignement des valeurs est reconnu et est pris en charge par le curriculum de l'éducation de base. Ils ont des exercices à faire pour enseigner certaines valeurs à travers les contes et devinettes », a fait savoir M. Sall. À l'en croire, ces méthodes d'implication des grands-mères ont donné des résultats scolaires satisfaisants. « Elles sont aussi au cœur de la sensibilisation de phénomènes tels que les mariages et grossesses précoces ainsi que les mutilations génitales féminines. Les grands-mères ont compris qu'elles ont un rôle à jouer dans l'éducation des enfants et prennent à cœur cette responsabilité », a-t-il souligné.

Sensibilisatrices de la première heure

Le programme ne se limite pas seulement à inviter les grands-mères à l'école. Elles font aussi dans la sensibilisation. Elles tiennent régulièrement des séances de communication sur certains phénomènes comme les mariages et grossesses précoces. C'était le cas, le 19 novembre dernier, lors de notre passage. Ces discussions tenues devant l'ambassadrice du Royaume des Pays-Bas au Sénégal, Carmen Hagebaars, visent à montrer l'impact de Gmp.

Assises sur des nattes face aux jeunes filles, à l'ombre des manguiers, elles forment un cercle, symbole d'unité et de sobriété. Ces femmes du village de Saré Soukandé dans la commune de Saré Coly Sallé (4 km de Vélingara) ont animé un cours assez particulier à l'école Sinchiang Ouinor. En langue pulaar, l'animatrice explique d'abord aux grands-mères le phénomène de grossesse précoce à travers des jeux interactifs. Un peu plus loin, les jeunes filles de l'école suivent avec attention ce cours assez spécial.

La deuxième partie de la séance consiste à donner la parole aux jeunes filles. Une occasion, pour ces jeunes filles, à travers un sketch, de sensibiliser sur le phénomène des mariages précoces et de montrer l'apport des grands-mères dans le plaisir. « Ce projet est d'une grande utilité pour nous, car cela nous a rapprochés de nos grands-mères. Il y a une réelle interaction entre nous », témoigne Mariama Diallo, élève en classe de CM2. Pour Oumou Baldé, une autre grand-mère, le projet Gmp leur a permis de se sentir valorisées dans la société.

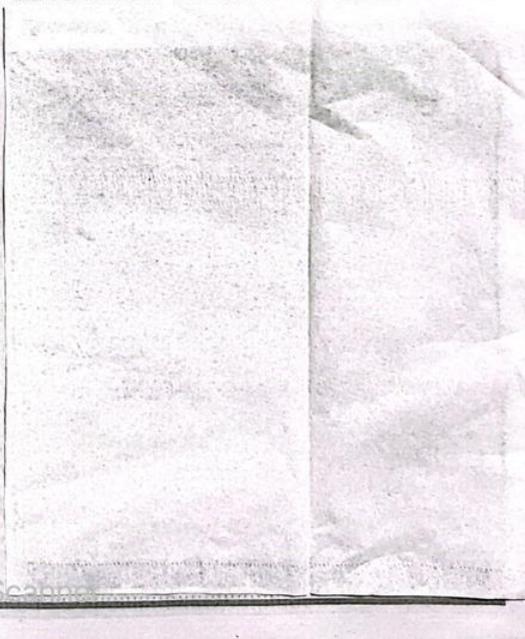


En enseignant les valeurs culturelles aux élèves, les grands-mères permettent une bonne intégration de l'école dans son milieu.

à travers l'éducation et la sensibilisation des jeunes générations. « Nous avons l'occasion de discuter à l'école avec les jeunes filles et cela permet de prévenir les grossesses précoces, mais aussi de lever les barrières intergénérationnelles », reconnaît la quinquagénaire. Le programme dénommé Grand-mother project (Gmp-changement

par la culture) est financé par le Royaume des Pays-Bas au Sénégal. « Ce sont des échanges très importants, car elles abordent des sujets sensibles. C'est là où le rôle de Gmp est intéressant, car il aide à lever le voile sur ces tabous », a magnifié Carmen Hagebaars, l'ambassadrice du Royaume des Pays-Bas au Sénégal. Cette dernière a

relevé l'importance que son pays accorde à l'accompagnement de ces dialogues intergénérationnels dans ces communautés. « Nous comptons inscrire notre collaboration dans la durabilité, car le changement est graduel », a-t-elle indiqué, remerciant le village de Saré Soukandé pour son accueil et son hospitalité.



Le Soleil, 1er avril 2025

BILAN DU RÉGIME DE DIOMAYE DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION

La Cosydep dresse un bilan mitigé

La Coalition des organisations en synergie pour la défense de l'éducation publique (Cosydep) a fait le bilan de l'an un du tandem Diomaye-Sonko. Cheikh Mbow attend du régime des solutions sur le déficit d'enseignants, de salles de classe ainsi que le port du voile entre autres.

Malgré les efforts consentis dans le secteur de l'éducation, le régime de Diomaye Faye a encore du pain sur la planche. C'est la conviction de la Coalition des organisations en synergie pour la défense de l'éducation publique (Cosydep). Cheikh Mbow rappelle, en effet, que l'avènement du nouveau régime est survenu pendant que le secteur fait face à des défis persistants et récurrents liés à la scolarisation des enfants, le déficit de salles de classe entre autres.

S'agissant du déficit d'enseignants, la Cosydep rappelle que celui-ci est estimé cette année à 4 527 par les services du ministère de l'Éducation nationale. «Pour y remédier, l'Etat a procédé à un recrutement de près de 4 000 enseignants par voie de concours (CREM). Un recrutement spécial de 2 000 enseignants, supposés disposer d'une expérience dans le métier, est engagé. Dans un souci de transparence, la liste définitive des sélectionnés devra être rendue publique», indique Cheikh Mbow. Pour lui, cet effort est, certes, à saluer mais l'on peut s'interroger sur la gestion du déficit en revenant à l'orthodoxie. «En effet, l'option structurelle serait de privilégier le recrutement

sur concours afin de rester conforme aux principes de transparence et d'objectivité pour éviter le retour à la pratique du quota sécuritaire décriée par la communauté éducative à plusieurs reprises, et qui avait montré ses limites», ajoute-t-il.

Mieux, poursuit Cheikh Mbow, il serait plus ambitieux d'adresser la question de la planification de la résorption des besoins en lien avec la normalisation des effectifs, la suppression des classes complexes et la scolarisation universelle. «C'est justement sur cette base que la COSYDEP avait évalué les besoins en enseignants à 35 000. Par ailleurs, la question enseignante suggère d'assurer le fonctionnement régulier des cadres de dialogue, notamment le Comité de suivi des accords et le comité de dialogue social du secteur de l'éducation et de la formation qui est actuellement sans président», indique la Cosydep.

LA QUESTION DU PORT DU VOILE N'EST PAS TRAITÉE DE FAÇON DÉFINITIVE

Concernant la question sensible du port du voile, Cheikh Mbow et Cie sont d'avis que celle-ci n'est toujours pas traitée de façon définitive. «La COSYDEP a toujours considéré le modèle éprouvé de laïcité au Sénégal comme étant une fierté à valoriser. C'est pourquoi elle se sentait mal à l'aise de constater que la question du voile à l'école ait pris les relents d'un débat public interreligieux», regrette-t-elle. Par conséquent, la Cosydep recommande au régime de renforcer l'offre publique d'éducation à partir de ce qui

oriente les parents vers d'autres offres pour une solution durable (rigueur et discipline, effectif réduit et stabilité, environnement d'apprentissage et performances).

En plus de ces questions, les membres de la Cosydep attendent du Président Diomaye et son gouvernement le lancement du processus de la refonte profonde des curricula de l'Éducation et de la formation ; l'accélération du processus de digitalisation du secteur pour surmonter la question de l'état civil, la généralisation des langues nationales dans les premières années de scolarisation, le lancement de la réforme du système d'évaluation certificative (CFEE, BFEM, BAC) en lien avec la refonte des curricula entre autres.

LES INITIATIVES DU RÉGIME

Par ailleurs, la Cosydep se félicite des réformes initiées par le régime, notamment l'introduction de l'anglais au préscolaire et à l'élémentaire et l'ouverture des Lycées Nation-Armée pour la Qualité et l'Équité (LYNAQE) à Sédhiou et à Kaffrine. Cheikh Mbow se réjouit surtout du dialogue tripartite Gouvernement / Syndicats / Patronat dont l'objectif est de disposer d'un pacte social à même de stabiliser la vie socio-économique sur une durée définie. «Cette initiative qui met en avant les centrales syndicales gagnerait à aménager davantage d'espaces de dialogue avec les syndicats sectoriels», se félicitent les membres de la Cosydep.

Ousmane SALL

L'AS 2 avril 2025

■ DOYEN PAR INTÉRIM DE LA FACULTÉ DES LETTRES

Pr Mamadou Bouna Timéra entend renforcer les dynamiques en cours

Le géographe, Mamadou Bouna Timéra, est le nouveau doyen par intérim de la Faculté des lettres et sciences humaines. Il remplace le Pr Alioune Badara Kandji, nommé le 5 mars dernier, recteur de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad).

La Faculté des lettres et sciences humaines (Flsh) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad) a un nouveau doyen par intérim (jusqu'en 2027). Il s'agit du Pr Mamadou Bouna Timéra. Il était jusque-là, assesseur de ladite faculté.

Joint par « Le Soleil », ce géographe qui a fait son cursus supérieur à l'Ucad puis en France entend poursuivre la dynamique enclenchée dans cette faculté, ces dernières années. Selon lui, la Faculté des lettres et sciences humaines se veut un établissement d'excellence, offrant une formation et une recherche de qualité à travers une gouvernance inclusive, transparente et efficace. Elle continue son ascension, malgré les nombreux défis auxquels elle fait face. « En tant que membre de l'ancienne équipe et actuel doyen par intérim, je compte poursuivre et renforcer les dynamiques en cours à travers les stratégies suivantes : la mobilisation de tous les acteurs autour d'objectifs communs et au service de la pédagogie, de la recherche et de la communauté ; la promotion d'une gestion conforme aux règles et procédures en vigueur », a expliqué M. Timéra qui est également inspecteur général de l'éducation et de la formation (Igef).

Il précise que la faculté mettra aussi l'accent sur la normalisation du calendrier facultaire, l'amélioration de la gestion et du service. Il a également cité l'amélioration continue des conditions de formation et d'apprentissage ainsi que le plaidoyer pour le renforcement des infrastructures pédagogiques, l'équipement du nouveau bâtiment (électricité, connexion internet, mobilier de bureau, climatisation). Les autres axes, informe le doyen par intérim, portent sur le renforcement de la

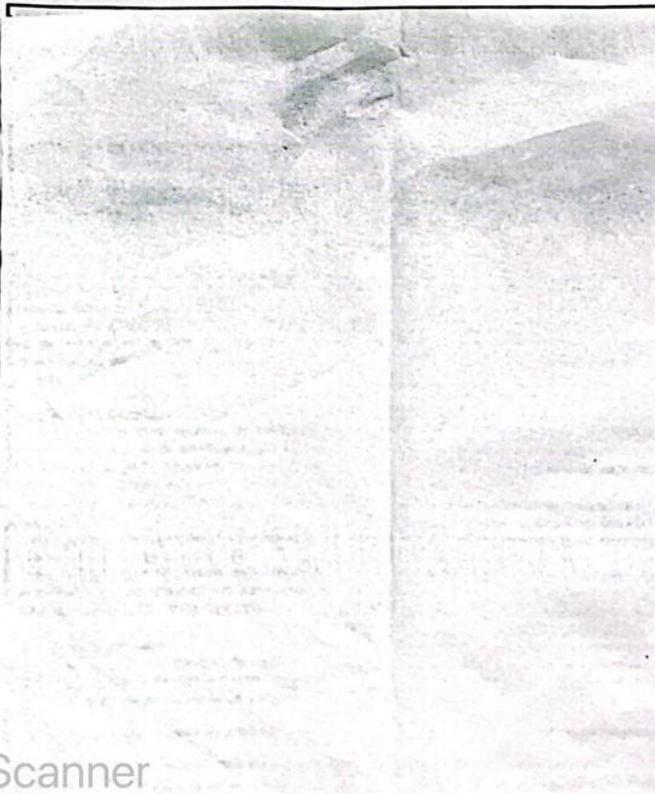
coopération interuniversitaire avec une attention particulière aux universités du Sud, la diversification de l'offre de formation et son adéquation avec les réalités et exigences du monde professionnel. La promotion de pédagogies adaptées (enseignement bimodal, classe inversée, etc.) reste aussi un axe à privilégier, selon le Pr Timéra.

Son CV, consulté par « Le Soleil », renseigne que Mamadou Bouna Timéra a une longue expérience dans l'enseignement. Après une licence en géographie obtenue en 1996 à l'Ucad et un certificat d'aptitude à l'enseignement moyen (Caem) en 1997, M. Timéra embrasse la carrière d'enseignant. Il a été, entre 1998 et 2008, professeur de collège. En même temps, il poursuivait ses études supérieures à l'Ucad et où il décrocha la maîtrise en 1998. En 2000, Mamadou Bouna Timéra obtient le diplôme d'études approfondies (Dea) à l'Université Paris 1 Sorbonne. Quatre années plus tard, il décroche le doctorat (Thèse unique-Épistémologie et didactique de la géographie) à Paris 7 Jussieu avec la « Mention très honorable avec les félicitations du Jury ».

Le doyen par intérim est également titulaire du certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire (Caes-Fastef Ucad, 2007). Il a démarré sa carrière d'enseignant à l'Ucad comme maître-assistant titulaire en décembre 2008. En 2017, il passe maître de conférences Cames. Depuis 2023, il est professeur titulaire. Entre 2018 et 2019, M. Timéra était chef de département de géographie puis assesseur de la Faculté des Lettres de 2019 à sa nomination comme doyen par intérim. Depuis 2022, il était aussi le directeur du Laboratoire de géographie humaine.



Mamadou Bouna Timéra, nouveau Doyen par intérim de la Faculté des lettres et sciences humaines.



Le Soleil, 2 avril 2025

“ Le projet de construction d'un Cem et d'un lycée à Ngor, une décision du ministre de l'Éducation nationale qui vient de satisfaire une vieille doléance des communautés. **MAGUÈYE NDIAYE** ”

ÉDUCATION ET FORMATION

■ INFRASTRUCTURES SCOLAIRES

Un collège et un lycée annoncés à Ngor-Almadies

La carte scolaire de l'Inspection de l'éducation et de la formation (Ief) des Almadies sera renforcée dès la rentrée prochaine avec la construction d'un nouveau collège et d'un lycée moderne, annonce le ministre de l'Éducation nationale, Moustapha Mamba Guirassy qui a accordé, hier, une audience à Maguèye Ndiaye, maire de Ngor.

L'Inspection de l'éducation et de la formation (Ief) des Almadies, une entité de l'académie de Dakar, va bénéficier de deux nouvelles infrastructures scolaires. Il s'agit d'un collège et d'un lycée, dès la rentrée

prochaine, a déclaré Moustapha Mamba Guirassy, ministre de l'Éducation nationale, lors d'une audience avec le maire de Ngor, Maguèye Ndiaye. Ces infrastructures scolaires viennent apporter

une réponse à une vieille doléance des populations de la zone, a affirmé l'édile. Elles contribueront à résoudre le problème lié à la gestion des effectifs dans les écoles du moyen secondaire public, s'est félicité Maguèye Ndiaye, au terme de la rencontre avec le ministre.

« Le projet de construction de ces deux structures d'éducation est une décision du ministre de l'Éducation nationale, Moustapha Mamba Guirassy, qui vient de sa-

tisfaire une vieille doléance des communautés de Ngor et des Almadies », a-t-il indiqué.

En guise de contribution à la réalisation du projet de construction, le maire de Ngor a mis à la disposition du ministère, une assiette foncière.

Confirmant la décision, Pape Abdou Dia, directeur des constructions scolaires, a indiqué que les travaux de construction du Collège d'enseignement

moyen (Cem) vont démarrer même au cours de cette année, car, dit-il, l'objectif est d'accueillir tous les élèves de Ngor afin de réduire le taux d'abandon. « Le prototype du projet a déjà été réalisé par la direction des constructions scolaires avec une architecture moderne, adaptée à l'environnement et inspirée des pirogues pour rendre hommage à la ville de Ngor », a révélé M. Dia.

Pape Coly NGOME

UNIVERSITÉS PRIVÉES, BOURSES, DÉPENSES SOCIALES, RESTAURATION...
Le coup de balai annoncé de Dr Abdourahmane Diouf dans l'enseignement supérieur

Invité à l'émission «Point de vue» sur la RTSI, dimanche dernier, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation a dressé un diagnostic sans concession du système universitaire sénégalais.

La stabilisation du calendrier universitaire progresse de manière encourageante, bien que certains retards persistent dans certaines facultés. C'est ce qu'a affirmé dimanche, dans l'émission «Point de vue» sur la RTSI le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Dr Abdourahmane Diouf, qui appelle à «une vigilance accrue» pour atteindre pleinement cet objectif.

Environnement qu'il a hérité d'un secteur en crise, marqué par des budgets déséquilibrés, un chevauchement des années académiques et un manque criant d'innovation, Dr Abdourahmane Diouf dresse un constat alarmant : chaque année, l'instabilité du calendrier universitaire coûte au Sénégal près de 40 milliards de francs Cfa. «À notre arrivée, nous avons trouvé des budgets déséquilibrés. Tous les budgets des universités étaient établis sur une base de 9 mois alors que le principe annuel voudrait que nous ayons des budgets ajustés en conséquence. Nous avons constaté l'existence de pôles de recherche produisant des résultats, certes, mais dans un environnement saturé. Depuis dix ans, le Sénégal perd chaque année 40 milliards de francs Cfa, uniquement parce que nous n'avons pas un calendrier académique normal», a déclaré Dr Abdourahmane Diouf, avant d'ajouter, péremptoire : «Le Sénégal doit être le seul pays au monde où l'on ne sait ni quand commence ni quand se termine l'année universitaire».

Une hémorragie financière que le ministre entend stopper par une série de réformes visant à rationaliser les dépenses et à restructurer le fonctionnement des universités. Mais s'il en est ainsi, c'est, estime le ministre, la seule manière de garantir la stabilité des années académiques. C'est l'un des principaux dysfonctionne-

DES BUDGETS INADAPTÉS ET DES DÉPENSES SOCIALES INCONTRÔLÉES

Le ministre a également détaillé les dépenses sociales excessives qui grèvent le budget de l'enseignement supérieur. Selon lui, «le coût des repas servis dans les restaurants universitaires est disproportionné». Il a ainsi révélé que 70.000 repas sont servis chaque jour dans les universités publiques, avec une subvention de l'État équivalente à 22 milliards de francs Cfa par an. Un coût jugé insoutenable, qui pousse à une refonte de la politique de restauration universitaire.

Autre poste de dépense non maîtrisé : l'eau. «Nous payons des factures d'eau de 6 milliards par an, une somme astronomique qui doit nous interroger sur la gestion et l'optimisation des ressources», a-t-il dénoncé. Pour lui, il est urgent de rationaliser ces dépenses afin d'assurer une gestion plus efficace des ressources publiques.

L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ SOUS SURVEILLANCE

Le ministre a également abordé la question des universités privées, qui absorbent une part importante du budget public. «Au Sénégal, aujourd'hui, il y a huit universités publiques et 298 universités privées, il y en a au moins une centaine, ce qui fait le tiers, qui ne remplissent pas les conditions d'agrément définitif, qui ne remplissent pas les conditions d'habilitation, qui ne remplissent pas les conditions d'accréditation. Et quand bien même on y avait affecté des étudiants qui étaient pris en compte par l'État, six ou sept dans un pays une centaine d'universités qui ne remplissent

cune condition, est-ce que vous devez venir embrayer sur cet existant-là négatif au point de continuer à porter préjudice aux étudiants et aux parents ?», s'est interrogé le ministre.

D'ailleurs, poursuit-il, «il y a même des écoles où on a constitué des collectifs d'étudiants qui ont payé des études, qui ont obtenu des diplômes et qui, une fois sur le marché du travail, se rendent compte que leurs diplômes ne sont pas reconnus.»

Annonçant une vérification approfondie des contrats entre l'État et ces établissements, afin de s'assurer que les fonds alloués soient utilisés de manière optimale, le ministre envisage une refonte du partenariat avec les universités privées pour améliorer l'offre de formation et garantir une meilleure qualité d'enseignement. «Le gouvernement travaille sur cette question. Nous avons les rapports sur notre table et très bientôt, on va commencer à en parler. Notre approche, ce n'est pas l'approche du gendarme du tout punitif où on va venir essayer



Sidy Djimby NDAO

de fermer toutes les universités. Nous allons tendre la main à tout le monde, nous allons servir des mises en demeure, nous allons discuter. Mais à la fin de la journée, nous devons avoir des établissements d'enseignement supérieur privé assainis au point que le parent qui choisit de mettre son étudiant dans une université privée sénégalaise ait la garantie qu'au bout de la licence ou de

la maîtrise, cet étudiant-là aura le diplôme d'égal dignité que celui qu'on trouve dans les universités publiques... Si on n'a pas assaini dans ce milieu-là, ça veut dire qu'on va continuer encore à délivrer des diplômes qui n'ont aucune forme de reconnaissance», a encore déclaré le ministre de l'enseignement supérieur.

Les Echos, 2 avril 2025



ACTUALITÉ

www.senene.net

7

RATIONALISATION DES BOURSES, ORIENTATION DES NOUVEAUX BACHELIERS

De profondes réformes annoncées par le Mesri



On va vers de profondes réformes qui vont affecter le monde étudiant. Invité à l'émission Point de Vue de la RTS 1, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, a annoncé un modèle d'enseignement hybride bimodal qui va révolutionner l'enseignement supérieur. L'enseignement consacre aujourd'hui beaucoup de ses ressources aux dépenses sociales. Il y a toujours des démunis qui comptent sur l'appui de l'Etat. Mais la grande partie de l'investissement doit aller à la pédagogie, à la recherche et à l'innovation. C'est une forme de subvention mais qui n'est pas rationalisée. Aujourd'hui, nous servons sur 31 restaurants, 30 millions de repas par année sur le territoire national. Ce qui nous fait 45 milliards. L'étudiant qui est subventionné paie une partie minime équivalente à 4,5 milliards. C'est un dû, et l'Etat du Sénégal doit pouvoir continuer à le faire en faisant de la rationalisation. En faisant en sorte que ceux qui bénéficient de bourses le méritent effectivement. Nous avons trois catégories de bourses : les bourses sociales, les bourses d'excellences et les bourses normales », fait savoir Dr Abdourahmane Diouf. Selon lui, « il faut qu'on mette en place des critères pour savoir qui mérite la bourse. Aujourd'hui, 70% des étudiants Sénégalais ont une allocation d'études. Si le Sénégal avait les moyens de financer on aurait dû octroyer à 100% de nos étudiants, mais aujourd'hui le système est en train de craquer, il a atteint ses limites. C'est les legs que nous avons trouvés et nous avons l'obligation de rationaliser les bourses. C'est une exigence, car tout le monde ne peut pas bénéficier d'une bourse. Il n'y a aucun Etat au monde où tous les étudiants sont boursiers. On ne s'y remet pas en cause le principe des bourses, mais on ne va pas l'octroyer à un étudiant qui ne remplit aucune condition sociale ni pédagogique. »

Ces réformes vont également toucher les campus universitaires. Selon lui, « La façon dont ils vivent dans les campus est aussi à rationaliser. Rien que pour Feu et l'électricité, ça est à 12 milliards de dépenses. Nous devons décloisonner et aller à l'ère de l'hybride bimodal.

à des situations préoccupantes, où des étudiants ayant payé leurs études et obtenu leurs diplômes découvrent, une fois sur le marché du travail, que ces derniers ne sont pas reconnus. Le ministre a insisté sur la nécessité d'un assainissement qui ne reposera pas sur une logique purement répressive. « Notre approche n'est pas celle du gendarme, qui ferme tout. Nous allons tendre la main, envoyer des mises en demeure, discuter avec les établissements concernés. Mais à la fin, nous devons avoir un enseignement prioritaire. L'objectif est que les diplômés délivrés par les universités privées aient une égale dignité que ceux des établissements publics, garantissant ainsi aux étudiants une reconnaissance sur le marché de l'emploi. »

Le ministre, en collaboration avec l'Autorité nationale d'Assurance Qualité de l'Enseignement Supérieur (ANAQ-SUP), a déjà entamé un travail d'audit et de restructuration du secteur. Des rapports ont été établis et seront de base aux prochaines décisions du gouvernement. « Si nous ne mettons pas de l'ordre, nous continuerons à produire des diplômés sans valeur. Il est impératif d'agir maintenant. » Au-delà de l'audit, Dr Abdourahmane Diouf pose la question fondamentale de l'avenue d'une Université sénégalaise. Il propose une forme en profondeur pour garantir un enseignement supérieur de qualité, nous aussi bien dans le secteur public que privé. Avec ces annonces, le ministre affiche sa volonté d'asseoir un secteur clé pour l'avenir du pays, tout en ménageant une transition progressive pour les établissements concernés.

RECHERCHE ET INNOVATION : L'ambition du MESRI est de faire du Sénégal un hub de l'innovation en Afrique francophone

Le Sénégal franchit un cap dans le domaine de l'innovation et de la recherche. Pour la première fois de son histoire, le pays prendra part au salon international des inventions de l'innovation de Genève, le plus prestigieux au monde dans ce domaine. Le Sénégal sera le seul pays africain représenté sous pavillon officiel à cet événement. Le gouvernement a lancé un appel à candidatures pour sélectionner des inventeurs sénégalais disposant d'un brevet reconnu par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI). Après examen des candidatures, 12 inventeurs ont été retenus pour représenter le pays sur la scène internationale.

C'est la première fois que le Sénégal participe à ce salon officiel. Cela signifie que l'Etat envoie un signal fort en matière d'innovation. Nous sommes dans un pays où les gens innovent, mais ils ne sont connus, ni accompagnés, a expliqué Dr Abdourahmane Diouf. Ce salon sera une opportunité unique pour chercheurs et inventeurs sénégalais de se mesurer aux meilleurs inventeurs du

PROJET DE DÉCRET MODIFIANT LE STATUT DES FONCTIONNAIRES DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

L'inter-amicale des diplômés du cycle B de l'ENA conteste

Dans une lettre adressée ce mardi 1er avril 2025 au Premier ministre Ousmane Sonko, l'inter-amicale des diplômés du cycle B de l'École nationale d'Administration (ENA) a exprimé sa vive protestation contre un projet de décret modifiant le décret 77-180 du 10 octobre 1977. Ce projet, qui concerne la modification du statut particulier du cadre des fonctionnaires de l'Administration générale, a suscité une forte inquiétude au sein de l'amicale, qui dénonce un manque de reconnaissance pour les diplômés de l'ENA.



L'inter-amicale indique qu'elle a été informée de la tenue d'une réunion avec le Secrétaire général du Gouvernement, prévue pour le jeudi 3 avril 2025, afin d'examiner ce projet de décret. L'une des principales préoccupations est la dévalorisation de la fonction de nouveaux corps au sein de l'Administration, à savoir les « conseillers en gestion des ressources humaines » et les « assistants en gestion des ressources humaines », respectivement classés dans les hiérarchies A2 et B de la fonction publique.

À travers cette réforme, les diplômés du cycle B de l'ENA, notamment les Secrétaires d'Administration, se sentent relégués à une position inférieure dans la hiérarchie, ce qui pourrait nuire à la reconnaissance de leur expertise et de leur formation. Ces fonctionnaires, souvent spécialisés en gestion des ressources humaines, estiment qu'il est injuste de remplacer leur rôle par des titulaires de diplômes en ressources humaines, sans qu'aucune évaluation formelle par concours ne soit prévue.

Pour l'inter-amicale, ce projet de décret reflète un mépris envers les sortants de l'ENA, notamment les Secrétaires d'Administration, les Inspecteurs et les Contrôleurs du travail, spécialisés en gestion des ressources humaines. L'amicale affirme qu'aucune fonctionnaire

de la gestion des ressources humaines dans l'Administration ne justifie un tel projet de réforme. Et que l'ENA, avec ses diplômés hautement qualifiés (titulaire de Licences, Masters et parfois Doctorats), est parfaitement apte à assurer la gestion des ressources humaines dans l'Administration publique. « Vouloir les remplacer par des titulaires de diplômes en ressources humaines, sans au préalable organiser un concours, est inadmissible », déclare l'inter-amicale. « L'ENA, et en particulier les sortants du cycle B », peut-on lire dans la lettre. L'inter-amicale prévient qu'une telle approche risquerait d'affaiblir l'ensemble des corps issus du cycle B de l'ENA, avec la crainte d'une dévalorisation des compétences et d'un affaiblissement de la qualité des services publics.

L'inter-amicale conclut sa lettre en appelant fermement à la révision du projet de décret.

L'amicale rappelle que, jusqu'à ce jour, aucune réponse n'a été donnée aux correspondances précédentes sur les « lieux de carrière des diplômés du cycle B. L'amicale a insisté sur le fait qu'elle est ouverte à toute discussion visant à trouver une meilleure formulation du projet, prenant en compte les ressources humaines déjà disponibles au sein de l'Administration.

monde et de bénéficier d'une visibilité internationale. Au-delà de cette participation médiatique, le ministre a révélé l'existence d'un réservoir important d'inventeurs sénégalais qui ne disposent pas encore de brevets officiels. « Nous avons découvert un stock d'inventeurs non reconnus qui, faute de suivi et de monitoring, ne disposent pas encore de brevets officiels. » Nous avons découvert un stock d'inventeurs non reconnus qui, faute de suivi et de monitoring, ne disposent pas encore de brevets officiels. » Cela signifie que l'Etat envoie un signal fort en matière d'innovation. Nous sommes dans un pays où les gens innovent, mais ils ne sont connus, ni accompagnés, a expliqué Dr Abdourahmane Diouf. Ce salon sera une opportunité unique pour chercheurs et inventeurs sénégalais de se mesurer aux meilleurs inventeurs du

de l'innovation en Afrique francophone. « Nous avons l'ambition de faire du Sénégal, de Dakar, de Diamniadio et des grandes villes environnantes un hub de l'innovation en Afrique francophone. Et nous travaillons activement pour y parvenir. » Sur un plan plus global, Dr Abdourahmane Diouf a affirmé que l'université sénégalaise a été diagnostiquée et que les solutions sont déjà identifiées. « Nous connaissons les problèmes, nous avons les solutions, et nous sommes en train de mobiliser les financements nécessaires. Si la communauté uni-

L'Evidence, 2 avril 2025

Bourses des étudiants, conditions d'études... : Dr Abdourahmane Diouf fait écho de la rationalisation

Va-t-on vers des réformes dans le secteur de l'enseignement supérieur ? Invité de l'émission « Point de vue » sur la RTS, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Dr Abdourahmane Diouf, a fait savoir que des changements sont nécessaires en ce qui concerne les universités sénégalaises.

Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (Mesri), Dr Abdourahmane Diouf, annonce des réformes qui entrent dans le cadre de la rationalisation des bourses. « L'Université de Dakar consacre aujourd'hui beaucoup de ses ressources aux dépenses sociales. Il y a toujours des démunis qui comptent sur l'appui de l'Etat.

[Lire la suite](#)



Sud Quotidien
2 avril 2025

Mamadou Bamba Tall, premier étudiant de l'UGB, aujourd'hui expert en éducation au Canada

Il détient la première carte d'étudiant jamais délivrée à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis. En 1990, alors que les portes du campus s'ouvraient pour la première fois, Mamadou Bamba Tall entrait dans l'histoire en devenant le tout premier étudiant inscrit à l'UGB. Trente-cinq ans plus tard, il vit au Canada, où il continue de faire honneur à cette trajectoire pionnière.

Originaire de Louga, Mamadou Bamba Tall a grandi entre Dakar et sa ville natale. Il obtient son baccalauréat au lycée Malick Sall, dans la même classe que le journaliste Cheikh Yérime Seck.



[Lire la suite](#)

UCAD : la Faculté des Lettres adopte un "nouveau modèle pédagogique"

La Faculté des Lettres et Sciences humaines de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar, par la voix du doyen par intérim, Mamadou Bouna Timéra , annonce l'adoption d'un "nouveau modèle pédagogique" dénommée "la classe inversée" à travers laquelle elle espère s'acheminer progressivement vers la stabilisation de l'année académique.



APS
3 avril 2025

Au niveau de la faculté, le modèle pédagogique a été revu avec l'adoption de "la classe inversée", a-t-il déclaré lors d'un entretien avec l'APS.

Mamadou Bouna Timéra a expliqué qu'elle vise à donner en avance aux étudiants des ressources et des supports à exploiter dans les amphis et dans les salles de classe, en lieu et place du modèle classique où les étudiants découvriraient les enseignements une fois en cours au niveau des amphis.

[Lire la suite](#)

UCAD : la Faculté des Lettres adopte un "nouveau modèle pédagogique"

Jean Birane Gning, directeur général du Centre des œuvres Universitaires et sociales du Sine-Saloum (CROUSS), a annoncé ce jeudi que les travaux des chantiers inachevés des campus sociaux de l'Université du Sine Saloum, El Hadj Ibrahima Niass (USSEIN) de Kaolack, Kaffrine et Fatick seront bientôt relancés.

Lors d'une rencontre avec les étudiants de l'USSEIN, le directeur a indiqué qu'il est satisfait de l'état d'avancement des chantiers.

« Je suis rassuré, car les autorités et les ministères de tutelles sont engagés pour la relance des chantiers inachevés des campus sociaux de Kaolack, Kaffrine et Fatick » soulignant que pour les campus de Kaffrine et Fatick, les travaux ont d'ailleurs repris.



Pressafrik
3 avril 2025

[Lire la suite](#)

Sénégal : investir dans des Universités et Ecoles scientifiques pour un développement durable*

L'Afrique a besoin d'une transformation éducative radicale. Afin d'assurer un véritable développement, il est impératif de scinder les ministères de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation technologique, et d'allouer à chacun un budget substantiel. Aucun pays ne s'est développé sans investir massivement dans la science et l'éducation de ses élites. Il est crucial que le continent mette en place des universités scientifiques, des écoles doctorales et des écoles d'ingénierie dans chaque région et ville africaine. Il faut également mettre en place un système de bourses nationales pour tous les étudiants, quelle que soit leur spécialité au baccalauréat.

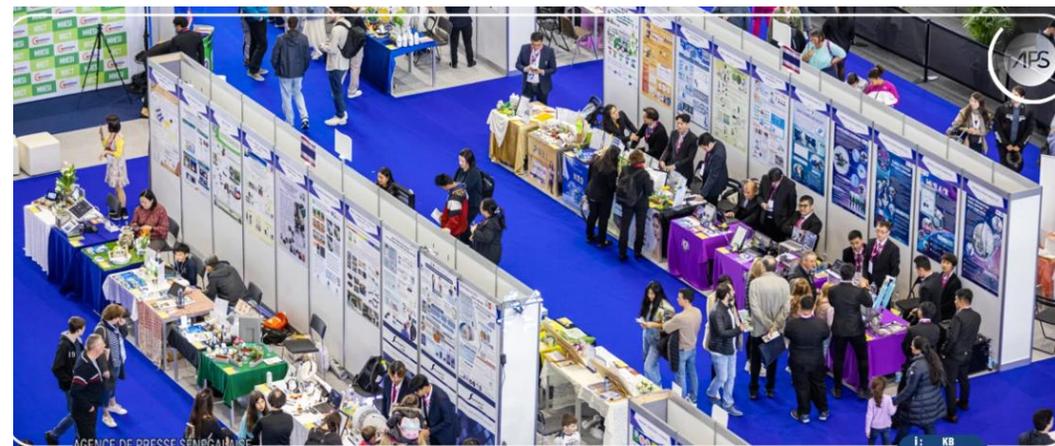


Senego
3 avril 2025

[Lire la suite](#)

Sénégal : investir dans des Universités et Ecoles scientifiques pour un développement durable*

Une forte délégation du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) participera à la 50ème édition du Salon international des inventions de Genève, prévue du 09 au 13 avril 2025, a-t-on appris de l'ambassade du Sénégal auprès de la Confédération suisse.



APS
3 avril 2025

La même source indique que 12 inventeurs sénégalais présenteront des créations innovantes dans divers domaines, dont l'agriculture, l'énergie l'électrotechnique, le développement durable, la santé, l'élevage, l'automobile. « Pour cette première participation du Sénégal en tant que seul pays africain à présenter une liste d'exposants, tous les compatriotes sont invités à venir visiter les stands des inventeurs sénégalais », lit-on dans le communiqué.

[Lire la suite](#)

Le gouvernement sénégalais se trouve confronté à une situation préoccupante : près d'une centaine d'universités privées opèrent sans autorisation légale. Cette situation alarmante pousse l'État à agir rapidement pour régulariser le secteur et assurer la qualité de l'enseignement supérieur. Le ministre de l'Enseignement supérieur, Abdou Rahmane Diouf, a annoncé une vaste opération de régularisation pour assainir ce secteur crucial.



Afrique-sur7
3 avril 2025

[Lire la suite](#)

Les 17 participants à un concours coraniques au Sénégal honorés

Dans ce concours qui a regroupé tous ces enfants, garçons et filles, la mémorisation du Coran était magnifiée et manifestée par ces talibés soumis à une épreuve de récital de certains sourates ou segments du livre saint de l'islam. Face à un public composé de religieux, personnalités administratives et de femmes accompagnatrices de daaras, ces différents candidats ont rivalisé d'ardeur devant un jury constitué de personnes rompues à la tâche dans l'enseignement du Coran.



Iqna
4 avril 2025

[Lire la suite](#)



ACTUALITE INTERNATIONALE



Réseaux sociaux : quand le désir de validation sociale ouvre la porte aux prédateurs

Les menaces cybercriminelles sont en croissance à travers le monde, selon plusieurs entreprises mondiales spécialisées dans la cybersécurité. Au-delà des attaques aux systèmes informatiques et d'informations, l'imprudence des utilisateurs du numérique profite également grandement aux cybercriminels.

À l'ère du numérique, les réseaux sociaux sont des espaces incontournables d'échange, mais aussi de risques. Une étude récente de Kaspersky révèle que la recherche de validation en ligne rend de nombreux utilisateurs vulnérables au harcèlement, aux arnaques et aux manipulations.



wearetech
2 avril 2025

[Lire la suite](#)

La Mauritanie veut numériser les diplômes pour simplifier leur délivrance

Face aux défis de la modernisation, de nombreux pays misent sur la transformation numérique pour améliorer l'accès aux services publics. La numérisation des documents officiels, notamment les diplômes, devient une priorité pour renforcer l'efficacité administrative. Le gouvernement mauritanien élabore un dispositif innovant pour numériser les diplômes, dans le but de moderniser leur délivrance et d'en renforcer l'authenticité. Les contours de ce projet ont été discutés lors d'une réunion, mercredi 2 avril, au ministère de l'Éducation nationale et de la Réforme du système éducatif.



wearetech
4 avril 2025

[Lire la suite](#)

Transformer l'expérience éducative des enfants handicapés

Cette année, le sommet mondial sur le handicap a été l'occasion pour Education Cannot Wait et ses partenaires stratégiques mondiaux de prendre des engagements clés, pour accélérer l'inclusion du handicap dans l'éducation dans les situations d'urgence et les crises prolongées.

A l'issue de cette réunion organisée à Berlin en Allemagne les 2 et 3 avril, les parties prenantes se sont engagées à adopter une double approche en renforçant notamment la collecte de données pour s'assurer que les enfants handicapés ne sont pas laissés pour compte dans les crises. Dans un contexte de crises mondiales sans précédent, des millions d'enfants sont privés de leur droit à une éducation de qualité.



Africanews
4 avril 2025

[Lire la suite](#)



ACTUALITE SYNDICALE



L'Evidence, 2 avril 2025

PROJET DE DÉCRET MODIFIANT LE STATUT DES FONCTIONNAIRES DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

L'Inter-amicale des diplômés du cycle B de l'ENA conteste

Dans une lettre adressée ce mardi 1er avril 2025 au Premier ministre Ousmane Sonko, l'Inter-amicale des diplômés du cycle B de l'École nationale d'Administration (ENA) a exprimé sa vive protestation contre un projet de décret modifiant le décret 77-880 du 10 octobre 1977. Ce projet, qui concerne la modification du statut particulier du cadre des fonctionnaires de l'Administration générale, a suscité une forte inquiétude au sein de l'amicale, qui dénonce un manque de reconnaissance pour les diplômés de l'ENA.



L'Inter-amicale indique qu'elle a été informée de la tenue d'une réunion avec le Secrétaire général du Gouvernement, prévue pour le jeudi 3 avril 2025, afin d'examiner ce projet de décret. L'une des principales préoccupations soulevées concerne la création de nouveaux corps au sein de l'Administration, à savoir les « conseillers en gestion des ressources humaines » et les « assistants en gestion des ressources humaines », respectivement classés dans les hiérarchies A2 et B3 de la fonction publique.

À travers cette réforme, les diplômés du cycle B de l'ENA, notamment les Secrétaires d'administration, se sentent relégués à une position inférieure dans la hiérarchie, ce qui pourrait nuire à la reconnaissance de leur expertise et de leur formation. Ces fonctionnaires, souvent spécialisés en gestion des ressources humaines, estiment qu'il est injuste de remplacer leur rôle par des titulaires de diplômes en ressources humaines, sans qu'aucune évaluation formelle par concours ne soit prévue.

Pour l'Inter-amicale, ce projet de décret reflète un mépris envers les sortants de l'ENA, notamment les Secrétaires d'administration, les Inspecteurs et les Contrôleurs du travail, spécialisés en gestion des ressources humaines. L'amicale affirme qu'aucune professionna-

lisation de la gestion des ressources humaines dans l'Administration ne justifie un tel projet de réforme. Et que l'ENA, avec ses diplômés hautement qualifiés (titulaire de Licences, Masters et parfois Doctorats), est parfaitement apte à assurer la gestion des ressources humaines dans l'Administration publique. « Vouloir les remplacer par des titulaires de diplômes en Ressources humaines, sans au préalable organiser un concours, est un projet visant à discréditer l'ENA, et en particulier les sortants du cycle B », peut-on lire dans la lettre. L'Inter-amicale prévient qu'une telle approche risquerait d'affaiblir l'ensemble des corps issus du cycle B de l'ENA, avec la crainte d'une dévalorisation des compétences d'un affaiblissement de la qualité des services publics.

L'Inter-amicale conclut sa lettre en appelant fermement à la révision du projet de décret.

L'amicale rappelle que, jusqu'à ce jour, aucune réponse n'a été donnée aux correspondances précédentes sur les enjeux de carrière des diplômés du cycle B. L'amicale a insisté sur le fait qu'elle est ouverte à toute discussion visant à trouver une meilleure formulation du projet prenant en compte les ressources humaines déjà disponibles au sein de l'Administration.



Université numérique
CHEIKH HAMIDOU KANE

AGENDA



Causerie médicale préventive **en ligne**



 **Mercredi**
09 avril 2025

 **15h**

THÈME :
 **le Diabète**

En live sur notre  **YouTube**
chaîne officielle : **LIVE**



Foo nekk foofu la



 **INTERVENANT**

Ibrahima K. MANE,
Médecin de prévention,
responsable de l'Unité médico-sociale
de l'**UN-CHK**

*Proximité, Ouverture, Engagement,
Excellence, Ethique*



AGENDA



THÈME :

« La souveraineté alimentaire par l'agriculture intelligente »



Mardi 15 avril 2025
à partir de 9H



ENO* Mermoz

Retransmis sur
@UNCHK_Sn



* Espace numérique ouvert



Foo nekk foofu la

Foo nekk foofu la



OPPORTUNITES



OPPORTUNITES

REPUBLIQUE DU SENEGAL



Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR,
DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

N° 0000621

N°.....MESRI/SG/DC/DGRI/jam

Dakar, le 24 MARS 2025

Appel à manifestation d'intérêt pour la participation au Salon International de l'Innovation VIVATECH à Paris

Le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation lance un appel à manifestation d'intérêt pour la participation au Salon International de l'Innovation Vivatech à Paris, **prévu du 10 au 14 juin 2025, à Paris (FRANCE).**

Les Start up ayant des œuvres reconnues par l'ASPIT et l'OAPI peuvent candidater dans les domaines suivants : **mécanique, horlogerie, numérique, télécommunication, électronique, bâtiment, sanitaire, sécurité, ameublement, matériaux et équipements, divers, agriculture, habillement, médecine, l'optique, transport, alimentation, publicités.**

Le dossier complet devra être envoyé en version numérique avec pour objet « **Salon VIVATECH DE PARIS 2025** » à l'adresse électronique suivante : sp.dgri@mesri.gouv.sn au plus tard, **le 07 AVRIL 2025, à 23h50mn.**

Pièces à fournir :

Un dossier comprenant les pièces suivantes :

- Un cv du candidat;
- Présentation détaillée de la start up ;
- L'attestation de reconnaissance de l'ASPIT ou l'OAPI.

Délai de dépôt : du 25 au 07 Avril 2025.



El Hadji

Abdourahmane DIOUF
DEUXIEME SPHERE MINISTERIELLE, Bâtiment 01-02 étage, Diamniadio,
Tél. : +221 33 889- 81-47 Email : sp.dgri@mesri.gouv.sn
BP: 36005, Dakar, Sénégal

Le ministère de l'Éducation nationale (MEN) recrute 600 prestataires

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Amélioration des Performances du Système Éducatif (PAPSE), le Ministère de l'Éducation nationale (MEN) a procédé à la sélection de six cents (600) nouveaux daara à travers les seize (16) académies.

Les responsables des six cents (600) nouveaux daara devront, en collaboration avec les Inspecteurs de l'Éducation et de la Formation de leurs circonscriptions respectives, procéder au recrutement des prestataires de services. Chaque IEF mettra en place un comité de sélection et encadrera le processus de recrutement et de signature de contrat entre le boroom daara et le prestataire. L'appel à candidature sera diffusé au niveau des IA, des IEF, des daara et des sièges des associations des maîtres coraniques.

Tout candidat intéressé adressera un dossier de candidature complet au responsable du daara de son choix. Les dossiers seront reçus de préférence au niveau des boroom daara qui transmettront aux IEF.

Le processus de sélection qui se déroulera du 24 mars au 07 avril 2025.

[Appel à candidature](#)

Sphère ministérielle du 2^e arrondissement de Diamniadio, Bâtiment B1

BP 4025 – Dakar. Tel. +221 338495454 – Email : men@education.sn

www.education.gouv.sn

RESPONSABLE NATIONAL DE PROJET CAPED SÉNÉGAL

Lieu d'affectation: Dakar

Catégorie d'emplois: Éducation

Type de contrat : Personnel non permanent

Durée du contrat : De 7 à 11 mois

Clôture des candidatures (minuit heure de Paris) : **07/04/2025**

QUALIFICATIONSREQUISES

- Diplôme universitaire supérieur (master ou diplôme équivalent) dans le domaine de l'éducation, des sciences sociales, des sciences économiques ou dans un autre domaine connexe.
- Au moins 2 années d'expérience professionnelle pertinente, à responsabilité progressive, dans le domaine de l'éducation et de la formation et dans la gestion et le suivi de projets/programmes. Pour plus d'informations, merci de consulter le [Référentiel des compétences de l'UNESCO](#).

Tous les candidats doivent remplir une demande en ligne et fournir des informations complètes et exactes. Pour postuler, veuillez visiter le site [Web de l'UNESCO carrières](#).

Aucune modification ne peut être apportée à la candidature soumise.

[Plus d'informations](#).

UCAD Sénégal : appel à candidatures pour un Doctorat sur le Changement climatique (CLIMARES)

Vous êtes passionné par la résolution des problèmes liés au climat et par l'autonomisation des communautés touchées par le climat en Afrique ?

Vous aspirez à mener à bien une recherche universitaire ayant un impact sur le monde réel ? Rejoignez Climares, un projet de recherche révolutionnaire qui soutient la résilience climatique des populations à risque dans cinq pays africains.

Appel à candidatures pour un doctorat passionnant au Sénégal, CLIMARES

Sujet de la thèse : Changement climatique et résilience en Afrique : Les pêches au Sénégal

Date limite de candidature : 8 avril 2025.

Plus d'informations : <https://lnkd.in/djw8xU9>

Festival International du Film de l'Étudiant

Le FiFÉ à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar vous invite à une célébration du cinéma étudiant à travers des projections, débats, masterclasses, expositions et conférences.

Du 8 au 24 avril / Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD)

Cette édition s'inscrit dans le cadre de la Semaine de la Renaissance Africaine et porte sur le thème phare « Jeunesse et Responsabilités pour des Solidarités », une invitation à la réflexion collective autour des enjeux sociaux et humanitaires.

Étudiants, jeunes réalisateurs et passionnés de cinéma, sont invités à soumettre leurs courts-métrages dans les catégories fiction, documentaire et animation. À la clé, des prix prestigieux, dont le Grand Prix Khady Sylla, hommage à la grande réalisatrice, et bien d'autres récompenses.

Plus d'informations [ici](#)

Programme national/régional de Bourses en Afrique subsaharienne

Le programme vise à promouvoir des systèmes d'enseignement supérieur solides et orientés vers l'international en Afrique subsaharienne, capables de contribuer au développement durable. À cette fin, des bourses sont accordées pour des études de master ou de doctorat liées au développement aux personnes qui envisagent de poursuivre une carrière dans l'enseignement et/ou la recherche dans un établissement d'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne.

Le programme s'adresse en premier lieu au personnel universitaire, sans négliger la demande du secteur public en personnel formé académiquement (des informations plus générales sur le programme peuvent être trouvées [ici](#)).

La date limite est le 9 avril 2025.

Appel à candidatures : Bourse d'éthique de l'IA pour les africains / Allocation de 500 \$/mois

IA ETHICS FELLOWSHIP : Prêt à défendre une IA responsable en Afrique ?

Code for Africa (CfA), par l'intermédiaire [du consortium Digitalise Youth](#), offre deux bourses à des professionnels en milieu de carrière expérimentés en gouvernance, politique et droits numériques, qui souhaitent avoir un impact sur le paysage de l'IA en Afrique. Nous recherchons des experts basés au Sahel, ainsi que dans les pays voisins d'Afrique de l'Ouest et de l'Est.

Dans le cadre de cette bourse, les candidats sélectionnés développeront des recherches et des recommandations politiques pour l'adoption éthique des outils d'IA dans les secteurs de la gouvernance et des technologies civiques, en plaçant la protection des individus au cœur de leurs travaux.

Date Limite de Soumission : 14/04/2025

Plus d'informations [ici](#)

L'École Supérieure Polytechnique (ESP), ex ENSUT (Ecole Nationale Supérieure Universitaire de Technologie), ex IUT (Institut Universitaire de Technologie), ex IP (Institut Polytechnique), est un établissement public à vocation interafricaine de l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar (UCAD). Elle a été créée par la loi n°94-78 du 24 novembre 1994.
Concours DUT 2025 (Ecole Supérieure Polytechnique)

Télécommunications et Réseaux: Génie Mécanique et Systèmes Industriels, Gestion, Analyses Biologiques, Génie Biomédical, Electronique-Électrotechnique-Automatique-Informatique, Industrielle-Télécommunication, Industries Alimentaires, Génie Chimique, Génie Civil

Frais de dossier : 5000 F CFA

[Pour candidater](#)

Concours d'entrée à l'École Polytechnique de Thiès

L'École Polytechnique de Thiès (EPT) organise un concours d'entrée en première année, prévu le samedi 14 juin 2025 de 15 h à 18 h dans toutes les régions du Sénégal.

Le concours est ouvert aux élèves des classes de Terminale Scientifique et Technique (S1, S2, S3, T1, T2), ainsi qu'aux bacheliers et candidats libres âgés de moins de 22 ans au 1^{er} octobre 2025.

inscriptions ouvertes jusqu'au 15 avril 2025

Plus d'informations: <https://senbaat.com/concours-dentree-a-lecole-polytechnique-de-thies-inscriptions-ouvertes-jusquau-15-avril-2025.html>

Appel à candidatures : bourses MANDELA RHODES pour les jeunes africains

La bourse Mandela Rhodes offre un financement complet pour les frais de scolarité liés à vos études. Elle couvre les frais de scolarité pour un baccalauréat spécialisé d'un an ou un master de deux ans, quelle que soit la discipline, dans un établissement d'enseignement supérieur sud-africain reconnu.

La bourse combine un soutien [financier](#) avec un programme de leadership qui vous mettra au défi, vous fera grandir et vous connectera à de jeunes acteurs du changement africains, tout comme vous.

Date Limite de Soumission : 21/04/2025

Plus d'informations [ici](#)

[Plus de détails ici](#)



FORCE-N : recrutement de mentors pédagogiques

FORCE-N mis en place par l'UN-CHK et la fondation Mastercard, lance un appel à candidatures pour le recrutement de mentors pédagogiques pour les certificats de compétence De Intelligence Artificielle ; Data Analysis ; Data Engineering. Les dossiers de candidature peuvent être soumis à travers le formulaire de candidature à l'adresse suivante : <https://urlz.fr/nn1s>.

Le dossier de candidature doit impérativement comporter les éléments suivants : lettre de motivation ; CV actualisé, copies des diplômes et certificats obtenus

Les fiches d'appel à candidatures sont consultables via les liens ci-après :

[AAC - certificat de compétence en INTELLIGENCE ARTIFICIELLE](#) ;

[AAC - certificat de compétence en DATA ANALYSIS](#) ;

[AAC - certificat de compétence en DATA ENGINEERING](#).

Pour toute information complémentaire, écrire à mentorat@unchk.edu.sn.

Programme de bourses Japon-Banque mondiale 2025

La Banque mondiale et le Japon lancent une bourse d'étude pour les pays en développement.

Ouverture des candidatures le 13 janvier 2025 pour des étudiants des pays en développement souhaitant poursuivre un master dans des domaines liés au développement.

Universités partenaires : 24 (États-Unis, Europe, Afrique, Océanie, Japon). Programmes : 41 masters.

Périodes de candidature :

La fenêtre 2 sera ouverte du **25 mars au 23 mai 2025 à 12h00**

La bourse couvre les frais de scolarité , les billets d'avion , et une allocation mensuelle , avec l'engagement des bénéficiaires de retourner dans leur pays pour y appliquer leurs compétences.

Plus d'informations : <https://www.worldbank.org/en/programs/scholarships/jj-wbgsp>

Concours ESP DAKAR

L'École Supérieure Polytechnique (ESP) de Dakar ouvre les inscriptions pour le concours d'entrée en Diplôme d'Ingénieur de Conception (DIC). Une opportunité unique pour intégrer une formation d'excellence et se préparer à un avenir brillant dans le domaine de l'ingénierie

- ✓ Génie Chimique, Industries Alimentaires
- ✓ Génie Biologique et Biotechnologies
- ✓ Génie Électrique
- ✓ Génie Civil
- ✓ Génie Mécanique
- ✓ Génie Informatique
- ✓ Télécommunications et Réseaux

Date limite de dépôt des dossiers : 23 mai 2025

Concours d'entrée : Mercredi 11 juin & Jeudi 12 juin 2025

Inscription en ligne : <https://concours.esp.sn>

Pour postuler à la rentrée de septembre 2025 au canada

La rentrée de septembre, ou rentrée d'automne, est la période d'admission la plus courante dans les universités canadiennes. Elle commence généralement en septembre et attire la majorité des étudiants internationaux. Il est conseillé de commencer votre préparation dès maintenant pour maximiser vos chances d'admission.

Les trois rentrées possibles au Canada

Rentrée d'automne – Début en septembre.

Rentrée d'hiver – Début en janvier.

Rentrée de printemps/été – Début en mai.

Avantages de la rentrée de septembre 2025

Taux d'acceptation plus élevé par rapport aux autres rentrées.

La rentrée suit la fin de l'année scolaire dans plusieurs pays, ce qui permet aux étudiants de postuler après avoir terminé leur cursus.

LUS d'informations et Liste des Universités et dates limites pour la Rentrée de Septembre 2025:

<https://tuniversity.com/dates-limites-pour-postuler-a-la-rentree-de-septembre-2025-au-canada/>

Lancement du Prix de la traduction Ibn Khaldoun-Senghor 2025 de l'OIF et l'ALESCO

L'OIF et l'ALESCO, l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences, annoncent l'ouverture des candidatures pour la 18e édition du Prix de la traduction Ibn Khaldoun – Léopold Sédar Senghor.

Le Prix Ibn Khaldoun – Senghor récompense la traduction du français vers l'arabe et de l'arabe vers le français d'une œuvre littéraire et/ou en sciences humaines et sociales (En savoir +)

Le dernier délai pour la présentation des dossiers de candidature est fixé au 30 juin 2025.

[Plus d'informations](#)

Programme d'études supérieures du PNUD 2025 / 1ère cohorte

Le [programme](#) d'études supérieures du PNUD offre une opportunité unique aux jeunes diplômés talentueux d'acquérir une expérience pratique du travail de développement international dans un bureau national, régional ou au siège du PNUD.

Qui peut postuler

Le programme d'études supérieures du PNUD contribue à alimenter la prochaine génération de personnel du PNUD tout en insufflant à l'organisation des perspectives nouvelles et diversifiées.

Le programme d'études supérieures fait partie de l'offre d'entrée de gamme du PNUD aux jeunes professionnels.

[Cliquez ici pour plus de détails et pour postuler](#)

[Lire la suite](#)

L'UN-CHK annonce l'accès à Scholarvox Skills, une plateforme de formation en ligne développée par Cyberlibis, pionnier des bibliothèques numériques.

Contenus diversifiés et spécialisés : Plus de 1 000 formations et 40 000 vidéos couvrant des domaines tels que le Business, la Gestion de Projet, le Coaching, les Logiciels, le Web, le Coding, et bien plus.

Certificats de formation : Générés automatiquement à la fin de chaque parcours.

Accès illimité : Disponible 24h/24 et 7j/7 pour tous les étudiants et membres du personnel.

Accès :

Étudiants : Rendez-vous sur:

- accédez à <https://ent.unchk.sn>
- indiquez vos identifiants sur le service d'authentification de l'UN-CHK, puis
- cliquez sur « Se connecter » ;
- dans le menu Formation, sélectionnez « Mes Bibliothèques » ;
- cliquez sur « SCHOLARVOX SKILLS Formations/Certificats ».

Personnel et tuteurs : Rendez-vous sur https://pedagogie.unchk.sn/ent/ressource_pedagogiques

Pour plus d'informations, contactez : bibliotheque@unchk.edu.sn

Scholarvox Skills : un outil essentiel pour réussir vos défis académiques et professionnels



Vous êtes étudiant en Licence 3
ou Master à l'UN-CHK ?

Renforcez vos soft-skills gratuitement
sur <https://softskills.unchk.sn> !

Plus d'informations : stages@unchk.edu.sn



Foo nekk foofu la



*soutenu par le programme « Réussir au Sénégal » de la (GIZ)GmbH, financé par le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), l'État libre de Bavière et la Coopération Néerlandaise.

Plus d'informations, aller sur la page www.defaru.sn

Foo nekk foofu la



DCM@UN



Université numérique
CHEIKH HAMIDOU KANE



MERCI



Foo nekk foofu la

